

Budget

87 classes menacées de fermeture

Dockers

*Rien ne va plus à Bercy !*

*Carte scolaire*

*Une histoire nantaise*

P.3

P.5

P.6



## Édito : Partisan-e de la Paix !

Face à la situation internationale, entre les différents conflits (Ukraine, Palestine, Haut Karabakh...) ou les propos d'Emmanuel Macron concourant à l'escalade des tensions, la lutte pour la Paix et la Solidarité internationale doit être **un axe fort de campagne** pour ces élections européennes du 9 juin 2024 !

Comme le citait notamment Clara Zetkin, « faisons la guerre à la guerre » ! La Paix s'avère indispensable tant pour le développement que pour la stabilité de nos sociétés. Pour cela, la vision politique **doit être la mise en œuvre de coopérations mutuellement favorables** tant au niveau international que régional, ainsi que la garantie d'accès aux droits fondamentaux à toutes et tous, l'assurance d'une sécurité collective (alimentaire, physique...), ce qui implique forcément la fin de l'accaparement des biens communs et des richesses.

**C'est un des cœurs de l'engagement communiste**, avec l'humanité, la justice sociale, écologique et les droits humains. Il est donc nécessaire de continuer à notre niveau de mobiliser dans tout le département et à faire entendre des voix de Paix.

Nous voulons la Paix, et cette construction, dans un contexte de militarisation et de course

à l'armement **ne passera pas par l'OTAN**, qui n'est en aucun cas une force de paix, au vu des alliances bellicistes et des puissances économiques qui la constituent. Au-delà de son démantèlement nécessaire, il apparaît plus que jamais indispensable d'ouvrir la voie, en termes d'idée et d'ambition politique, à la diplomatie et à la conception de plans de paix pour mettre un terme aux guerres en cours, que ce soit en Palestine ou en Ukraine. Cela passera par une mobilisation internationale la plus diverse possible pour dire non à ces escalades militaires.

La Paix ne se décrète pas, elle s'obtient à force d'engagements et de mobilisations. Il semble donc plus que nécessaire aujourd'hui de l'inscrire dans nos politiques locales. **La culture de Paix** doit se construire ainsi dès le plus jeune âge, en **offrant des alternatives à la violence et à la guerre**. Bâtissons la paix face aux violences, au repli sur soi et aux identités figées ! Cela passe aussi par la question de la dénucléarisation (avec le TIAN) et du désarmement.

Ce combat pour la Paix, c'est celui que **portera la liste « Gauche Unie pour le Monde du Travail », menée par Léon Deffontaines**, aux Élections Européennes : une Europe de Paix et de coopération des peuples libres, souverains et associés. Ce 9 juin, votons pour des élu-e-s de la Paix au Parlement Européen !

**Lény Ollivier**

## Trump de nouveau devant les tribunaux

Entre course à la Maison Blanche et affaires judiciaires



Les déboires judiciaires continuent pour Donald Trump. L'ancien président américain et futur candidat à la Maison Blanche s'est vu ordonner le versement de 454 millions de dollars dont 354 millions pour fraude et 100 millions en intérêts. Il avait jusqu'à lundi 25 mars pour honorer le paiement mais le tribunal est revenu sur sa décision, modifiant ainsi la caution judiciaire en la fixant à 175 millions de dollars, à régler sous dix jours.

Reconnu coupable d'avoir systématiquement surévalué ses biens afin d'obtenir des prêts plus avantageux auprès des institutions financières, Donald Trump devra à nouveau comparaître devant la justice rapidement. **En effet, le 15 avril prochain s'ouvrira un procès au pénal où il sera**

jugé pour avoir maquillé les comptes de son groupe immobilier, dont l'inscription en frais juridiques de paiements à hauteur de 130 000 dollars à l'actrice de films pornographiques Stormy Daniels. Et ce en vue d'acheter son silence sur une liaison antérieure et éviter tout scandale lors de l'élection présidentielle de 2016, qu'il a remporté.

Un enlèvement judiciaire qui n'a pourtant pas entaché l'entrée en bourse de Trump Media and Technology Group, clôturant sa première journée en hausse de 16 %. Étant l'actionnaire principal, l'intronisation boursière largement soutenue financièrement par ses partisans élèverait la fortune de Donald Trump de 4 milliards supplémentaires...

## Israël/Palestine

Arrêtez le massacre à Gaza



L'urgence d'une solution politique pour aller vers un plan de paix et donc d'un cessez-le-feu humanitaire et militaire doit être notre horizon. C'est une priorité pour les Palestiniens, ainsi que pour les Israéliens que de riposter aux logiques de guerre et de conflits qui s'insinuent dans les pensées depuis trop longtemps. La création d'un État palestinien est le point névralgique de la sortie de ce conflit depuis 1947, date du plan de partition de l'Onu.

La bande de Gaza qui est une terre d'exil et de refuge depuis 1948 est bombardée sans discontinuer par Israël, pas de répit pour cette enclave enfermée entre mer, terre, colons et armée. **La seule alternative, c'est de mourir ou d'être affamé.**

Début mars, pour la première fois depuis le 7 octobre et l'action terroriste du Hamas, une délégation du PCF conduite par Fabien Roussel s'est rendue en terre de Palestine et a rencontré des Palestiniens et des Israéliens du Parti communiste d'Israël attachés à une solution pacifique. Le moment pour la délégation de porter un message de libération des prisonniers politiques, dont Marwan Bargouthi (responsable du Fatah, isolé et torturé en prison), de la reconnaissance par la France d'un État palestinien, et d'un plan de paix pour les deux États...

Dans un projet de résolution présenté devant le Conseil de sécurité, **les États-Unis ont enfin accepté, pour la première fois, l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat et la libération des otages, en s'abstenant après l'utilisation de leur veto.** Le gouvernement Biden ne sèmerait-il pas des illusions avant les élections ? D'autant que les risques d'actes de génocide s'amplifient comme le rappelle Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'Onu.

**En Palestine comme ailleurs, le courage c'est de construire la paix !**



## Ukraine : Non à l'escalade militaire

Intervention de Fabien Roussel à l'Assemblée nationale

Après avoir rappelé la position communiste, condamnant l'offensive criminelle de Poutine et réaffirmant le soutien voté pour la défense de l'Ukraine – « **Oui, la Russie ne doit pas gagner la guerre** », Fabien Roussel a marqué clairement son opposition aux propos va-t-en-guerre du Président. Jugeant que l'accord prévoyant une intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne et dans l'Otan ne pouvait que nous entraîner plus encore dans le conflit et que le volet « coopération militaire de défense » était un chèque en blanc sans garde-fou, le Secrétaire national du Parti communiste a réaffirmé l'urgence d'une solution diplomatique :

« **La diplomatie, ce n'est pas de savoir discuter uniquement avec ses amis.** C'est aussi avoir le courage de chercher des solutions politiques plutôt que de bomber le torse et d'endosser ses habits militaires ! (...) Pour y travailler, nous appelons à la mise en place d'une conférence sur la sécurité collective des pays européens. Ce n'est bien sûr pas à nous de proposer des solutions précises, elles émergeront dans le cadre d'une négociation durant laquelle tous les éléments devront être mis sur la table (...)

Oui la France doit encore aider l'Ukraine, mais pas seulement en lui donnant des armes. Je pense à la solidarité concrète et je salue l'accueil de familles ukrainiennes en France, auquel les maires et les élus communistes ont participé pleinement – et nous en sommes fiers.

Je pense aussi à l'aide financière qu'apporte l'Union européenne. Et là, permettez-moi de dénoncer l'hypocrisie de l'Union européenne ! **L'aide d'un montant de 18 milliards d'euros annoncée par l'Union européenne en**

**novembre 2022 est en réalité un cadeau empoisonné,** puisqu'elle est versée sous forme de prêts à rembourser avec intérêts !

Vous ne pouvez pas vous empêcher d'être libéral et de vouloir gagner de l'argent sur leur dos. Vous devriez avoir honte !

Pour nous, aider l'Ukraine, c'est prêter à taux 0 % et ce n'est pas contribuer à un endettement ravageur. Au bout du compte, ce seront les travailleurs ukrainiens qui paieront l'addition, avec des salaires en baisse, une précarisation des conditions de travail, des services publics démantelés...

**Le peuple est toujours en première ligne lorsque gronde le fracas de la guerre.** C'est pourquoi nous devons tout faire pour l'éteindre.

C'est encore possible et nous, députés GDR et communistes, ne cesserons jamais d'œuvrer pour empêcher la guerre totale, généralisée. Le 21<sup>e</sup> siècle ne doit pas être celui d'une troisième guerre mondiale. Jusqu'à la dernière minute, nous nous y engageons (...)

Voilà pourquoi nous nous prononçons, à l'unanimité de notre groupe, contre cet accord qui nous engage pour dix ans, avec des objectifs imprécis et dans des termes flous. Un accord qui ne trace aucune ligne rouge, aucune perspective de paix et participe à l'escalade militaire (...)

Encore une fois les communistes, fidèles à leurs convictions et comme ils l'ont toujours fait dans l'histoire de notre pays, seront ceux qui voteront contre la guerre et pour la paix, pour une solution politique, pour une solution diplomatique. »

## La perle des Caraïbes sombre dans le chaos



Haïti est de nouveau en proie à la violence sur fond de pauvreté, de corruption et de guerres des gangs. Dans ce pays francophone caribéen, premier État noir indépendant, **les institutions se sont effondrées et une guerre civile fait rage.**

C'est l'un des pays les plus pauvres du monde et son peuple subit depuis des décennies l'instabilité démocratique, les catastrophes naturelles et les crises sanitaires. **Aux dictatures (famille Duvalier...) succèdent les régimes autocratiques, seulement interrompus par des coups d'État ou des assassinats,** comme ce fut le cas pour le Président Jovenel Moïse en juillet 2021. Le gouvernement provisoire, alors installé par la communauté internationale, devait organiser des nouvelles élections, mais Ariel Henry, Premier ministre par intérim depuis lors, refuse de quitter le pouvoir.

**La colère populaire contre l'illégitimité du gouvernement s'ajoute aux difficultés sociales, économiques, humanitaires et sécuritaires.**

En 2023, 5000 personnes ont été tuées dans les règlements de compte et les violences de rue. Dans ce contexte, les gangs tentent de renverser Ariel Henry, affrontent la Police et l'Armée, attaquent les sièges des institutions ou ce qu'il en reste... Le racket, les enlèvements et les viols sont devenus le quotidien des haïtiens et 80 % du territoire est aux mains des bandes armées. Pour Catherine Russell, responsable de l'Unicef, « la situation est horrible, pire que quiconque ait vue depuis des décennies ».

**Sans l'intervention de la communauté internationale pour recréer les conditions politiques pour des négociations et un nouveau processus démocratique, le pays pourrait s'écrouler.**

## Détricotage de la République

De belles intentions mais des risques importants pour les Français

L'annonce récente de Gabriel Attal et de son ministre de l'Intérieur concernant l'autonomie de la Corse et sur l'évolution du statut des collectivités d'outre-mer pose question. Le Premier ministre a affirmé que le gouvernement « tiendra les engagements » pris par le Président Emmanuel Macron, notamment en ce qui concerne l'intégration de la Corse dans la Constitution française comme une communauté historique, linguistique et culturelle.

Cette démarche, qui vise à reconnaître et à adapter les lois à la spécificité corse, pourrait marquer un tournant dans la relation entre la Corse et le gouvernement central. Les défis mentionnés par Attal, tels que l'enseignement du corse, la réponse au défi immobilier, la création d'une métropole pour Ajaccio, reflètent peut-être une volonté de répondre aux besoins spécifiques de l'île mais impliquent de casser le cadre de la République, une et indivisible. **Ces annonces font craindre que cela ne crée un précédent pour d'autres régions.**

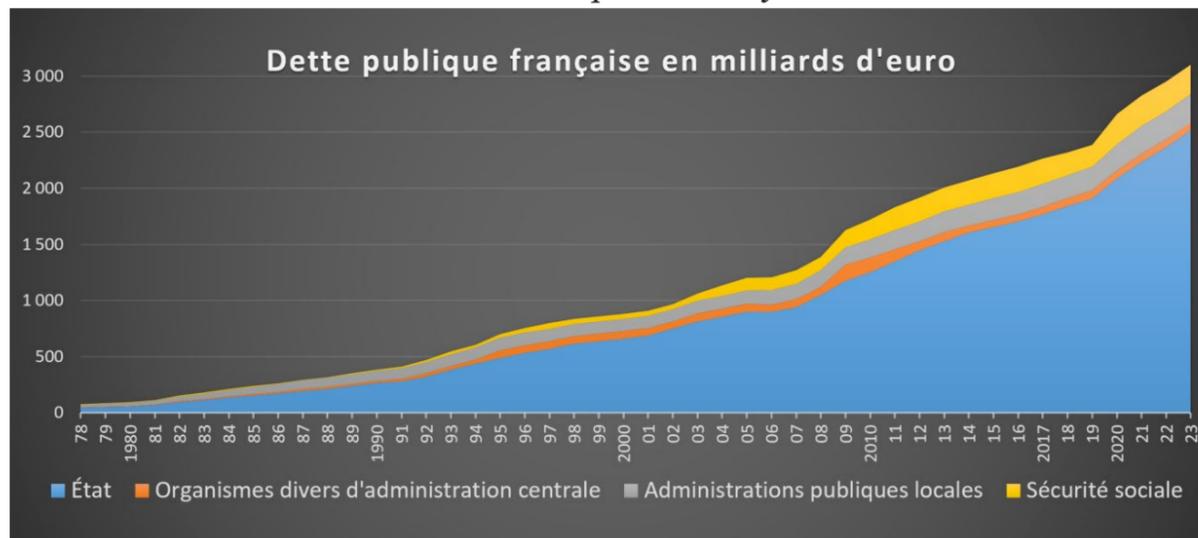


La question de l'autonomie régionale est délicate et soulève des questions sur l'équilibre entre la reconnaissance des identités régionales et la cohésion nationale. **Si aujourd'hui de nombreuses régions veulent afficher leurs particularités « ancestrales » essentiellement pour des raisons touristiques, il ne faut pas oublier que certains ont des visées politiques bien moins folkloriques.** Le capitalisme libéral verrait d'un très bon œil la construction d'une Europe fédérale où la mise en concurrence des territoires faciliterait le moins-disant social. Les prochains mois seront déterminants pour voir comment ces engagements seront mis en œuvre.

Le ministre de l'Intérieur s'intéresse de près à la Guadeloupe car les territoires d'outre-mer ont souvent des préoccupations similaires en termes de gouvernance et de relations avec la métropole. **En flattant les égos des autonomistes de tous bords sans mesurer pleinement les conséquences à long terme que cela pourrait avoir en termes d'égalité entre les citoyens, ne fait-on pas risquer une « explosion » de la République ?**

## Budget de l'État

Rien ne va plus à Bercy !



Les prévisions de recettes fiscales formulées l'année dernière par le ministère de l'économie et des finances ont été sous-évaluées. En effet, le déficit atteint les 5,5 % du Produit Intérieur Brut de la France, alors que Bruno Le Maire, ministre en place depuis 2017, tablait sur 4,9 %. **Un sérieux dérapage de 16 milliards d'euros, dont la seule responsabilité incombe au ministre, chantre de la rigueur budgétaire sur les plateaux de télévision** où avec un ton grave, il aime s'accrocher à ses vieilles recettes économiques ultra-libérales, mais surtout exècre en public l'idée même de l'imposition des revenus des foyers les plus aisés et ceux du capital. Il a moins de scrupules lorsqu'il s'agit de la TVA ou lorsqu'il double le forfait médicaments.

Il est le théoricien du ruissellement. Ce ruissellement qui trouve sa source dans la baisse des impôts sur le capital et les revenus, sensé alimenter le pouvoir d'achat des Français et les investissements productifs. Tout ce funeste récit est raconté dans le nouveau livre de Bruno Le Maire intitulé *Une voie française*. En pleine crise économique, le ministre a trouvé le temps d'écrire un manuscrit Thatcherien, sous forme de programme présidentiel, pour annoncer une nouvelle cure d'austérité, un terme qu'il nie. **Une énième réduction de dépenses publiques, 10 à 20 milliards cette année et qui pourrait atteindre les 50 milliards les années suivantes.**

Dans la ligne de mire : les services publics et les dépenses sociales, une nouvelle fois. Bruno Le Maire, enfant de Neuilly-sur-Seine, arpente les cabinets ministériels et les lieux de pouvoir depuis près de vingt ans mais a décidé d'être dans le déni. Il occulte la crise dans l'Éducation nationale, dans notre système de santé, dans la recherche publique, dans la culture et dans les finances des collectivités locales. Autant de services publics nationaux et locaux qu'il a dépecés pour enrichir ses voisins des quartiers chics.

**En ploutocratie, il est plus facile de s'en prendre aux privés d'emploi qu'à Bernard Arnault.** Sur RTL, le très

médiatique ministre déclarait « ça ne peut plus être open bar », se référant aux dépenses de l'État et au soit-disant « tout gratuit ». Rien n'est gratuit ! Mais depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir en 2017, les forces de l'argent se servent. La bourse se porte très bien et le patrimoine des plus riches a explosé. Pour s'en convaincre, 68 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC40 en 2023 et ces mêmes entreprises ont réalisé 153 milliards de bénéfices nets au 31 décembre. Du jamais vu ! D'autant plus que la forte inflation vécue par les français et les européens depuis 2022, trouve pour seule explication gouvernementale la guerre en Ukraine et l'instabilité qu'elle provoque sur les marchés. Si ce conflit peut expliquer une part de la hausse des prix sur des matières premières, la raison principale de la crise des prix est ailleurs. Comment ne pas mettre en corrélation le niveau des prix et les résultats des grandes entreprises ? Et pourquoi le gouvernement s'obstine à refuser de gonfler le budget de l'État par la contribution des revenus du capital ?

**En vérité, au prétexte du déficit public, le gouvernement veut aller plus loin dans la casse des services publics et des droits sociaux.** Ce faisant, il veut mettre un terme au modèle social français, poursuivre la fuite en avant vers un modèle anglo-saxon basé sur l'individu, sans système de protection sociale solidaire digne de ce nom. N'est-ce pas ce que demandent les compagnies d'assurances et les banques, les écoles et instituts privés ou les grands groupes industriels ?

**La situation budgétaire de la France est un aveu d'échec économique pour le macronisme et dans nombre de pays, des erreurs de trajectoires semblables auraient entraîné la démission du ministre des finances. Mais, avec la droite macroniste ou sarkozyste, quand le Palais Brogniart va, tout va.** La campagne des élections européennes devra permettre de confronter chaque projet de société. Dans ces débats, les communistes seront résolument pour une Europe du progrès social et humain.

## Les médias en question

États généraux de l'information



Cette année avait lieu pour la 35<sup>e</sup> fois, du 18 au 23 mars, la Semaine de la presse et des médias dans l'École. **Cet événement a pour but de permettre aux élèves des écoles, collèges et lycées d'apprendre à mieux décrypter l'univers des médias, de comprendre ses enjeux culturels et démocratiques, de former leur jugement critique pour forger leur identité de citoyen tout en développant leur goût pour l'actualité.**

Il faut reconnaître qu'avec les mutations de tous ordres que connaît le monde médiatique dans son ensemble, cette action menée auprès des jeunes générations est essentielle. **Le recul de la presse écrite dans les usages, la fermeture des points de vente physiques, les bouleversements liés au numérique, le discrédit qui frappe les journalistes entraînent une relativisation générale de l'information, laissant libre cours aux pires formes de désinformations, accentuées par des réseaux sociaux boostés au sensationnalisme et à l'émotionnel.**

**À cela s'ajoute une mainmise toujours plus appuyée des milliardaires sur nos journaux, radios et télé :** Vincent Bolloré, Arnaud Lagardère, Bernard Arnault, Xavier Niel, Martin Bouygues, Patrick Drahi, Rodolphe Saadé, les familles Mohn, Dassault et consorts qui investissent dans les médias recherchent de véritables retours sur investissement en terme de diffusion d'idées, rarement progressistes, ce que les récentes auditions à l'Assemblée nationale auront mis en lumière.

C'est dans ce contexte qu'Emmanuel Macron a lancé en octobre dernier les États généraux de l'information, énième consultation citoyenne travaillant à des pistes afin d'assurer l'indépendance de l'information et de redonner confiance dans les médias. Dix axes de réflexion ont été sélectionnés concernant les plateformes, les financements, les protections contre les ingérences et manipulations étrangères, etc.

**Que va-t-il sortir de cette nouvelle concertation à laquelle les syndicats de journalistes, non conviés au démarrage, ont dû faire leur place ? Qu'attendre d'une consultation qui occulte l'inféodation de 90 % des médias français aux seuls grands gagnants du capitalisme ?**

## Élections européennes 2024

Une liste à la conquête des déçus de l'Europe libérale



Léon Deffontaines, tête de la liste « gauche unie » aux élections européennes, a tenu sa première réunion publique ligérienne, à Nantes, aux Salons Mauduit le mardi 13 mars dernier. Près de 300 personnes étaient présentes pour un échange à bâtons rompus avec la salle, dans une ambiance mobilisatrice. Ce fut l'occasion de lancer en grand la campagne des européennes 2024 en Loire-Atlantique.

Plus qu'une réunion publique, un événement pour populariser la liste de rassemblement soutenue par le PCF, la Gauche républicaine et sociale, l'Engagement et les radicaux de gauche. À trois mois du scrutin et pour donner de la force dans l'idée qu'une autre Europe est possible, le jeune tête de liste a rappelé l'importance de cette élection ainsi que le piège politicien tendu par les macronistes et le RN au peuple français. Alors que depuis le dernier scrutin de 2019, ils comptent respectivement 23 et 18 député-e-s, l'Europe poursuit sa fuite en avant libérale, au service des marchés financiers et d'un système capitaliste qui organise la concurrence entre les travailleurs, les délocalisations et une Politique agricole commune qui favorise les grands propriétaires terriens.

Léon Deffontaines est longtemps revenu sur le projet des communistes et de la liste qu'il conduit pour l'agriculture, l'énergie, l'industrie, les transports ou sur la paix en Ukraine. Un projet que ses partisans sont déjà en train de défendre sur leurs territoires. Cette belle initiative comptait aussi sur la participation des candidat-e-s Camille Pétron, élue mayennaise, et Fabien Gâche, syndicaliste Renault au Mans.

## La souveraineté industrielle

Un enjeu européen !



Pendant deux jours et sur le thème de la souveraineté industrielle, Léon Deffontaines a sillonné l'estuaire de la Loire, à la rencontre du monde du travail, de syndicalistes des ports et docks, de l'aéronautique, de la SNCF, de la fonction publique territoriale ou des banques. Après des échanges et la visite des ateliers de réparation du Grand port maritime Nantes Saint-Nazaire au Pellerin, direction le studio de Télénantes pour une interview sur son déplacement. C'était avant la réunion publique des Salons Mauduit au cours de laquelle le candidat a pu exposer le projet de la liste « Gauche unie » et répondre aux questions d'une salle attentive et participative. C'était sans Fabien Roussel, prévu pour ce déplacement mais retenu au Palais Bourbon pour défendre la position des communistes dans le débat sur l'aide militaire française à l'Ukraine. Le lendemain, c'est au micro de France Bleu

Loire Océan que Léon Deffontaines commençait la journée. S'en suivait l'étape à Saint-Nazaire pour une discussion sur les enjeux industriels locaux, avec des militant-e-s communistes et des syndicalistes du bassin industriel nazairien, autour d'un petit-déjeuner organisé dans un café sur le terre-plein de Penhoët, à proximité des Chantiers de l'Atlantique. Le déplacement s'est conclu à Cordemais, à la centrale électrique EDF, avec le syndicat CGT, pour un dialogue sur l'énergie et sur le projet de reconversion Ecombust porté depuis plusieurs années par les salariés eux-mêmes. Le pouvoir des salariés dans les entreprises et la réindustrialisation de la France et de l'Europe sont au cœur du projet porté par Léon Deffontaines. C'est ce qu'il est venu dire dans le département, à 100 jours de l'élection européenne 2024.

## L'appel de Marseille

Une initiative appelée à s'élargir !



Malgré les chiffres encourageants publiés par la préfecture montrant une diminution de la délinquance générale de l'ordre de 11 % à Nantes en 2023 et de 3.2 % sur l'ensemble du département, certains événements récents nous rappellent que le chemin à effectuer pour en arriver à une certaine sérénité dans l'espace public est encore long. Ceci d'autant plus pour les habitantes et habitants de nos quartiers populaires.

En effet, ceux-ci vivent pour beaucoup la double peine, en devant d'un côté faire face aux politiques libérales des gouvernements successifs aggravant toujours plus le chômage, la précarité, le mal-logement, les fermetures de classes et la disparition des services publics et de l'autre en affrontant l'insécurité et ses conséquences.

Les guerres de territoires que se livrent désormais au grand jour des narco-trafiquants, avec leurs cortèges d'assassinats et de victimes « collatérales » qui endeuillent des familles, les pressions et menaces pour forcer des jeunes à intégrer un réseau ou à l'encontre de familles pour servir de « nourrices » créent un climat délétère qu'il nous faut combattre avec courage et détermination.

C'est le sens de l'appel de Marseille lancé il y a quelques mois et appelant l'ensemble des citoyens, élus, associations, à exiger des pouvoirs publics des actions immédiates et concrètes pour stopper cette spirale de la violence. Au cœur des revendications se situent l'exigence de restauration de la sécurité et le droit à la tranquillité pour tous en s'attaquant aux réseaux de trafiquants dans les quartiers et villages au-delà des opérations de communication dont le ministre de l'intérieur s'est fait désormais le spécialiste. La richesse de la diversité des premiers signataires, qu'ils soient élus, personnalités reconnues ou habitants est une force et forme un point d'appui pour contribuer à la nécessaire prise de conscience et à l'action de la part de l'État.

Plus d'informations sur : [appeldemarseille.fr](http://appeldemarseille.fr)

## Tram-Train Nantes - Châteaubriant

Gilles Bontemps, ancien Vice-Président aux Transports de la région



NLA : Inaugurée le 28 février 2014, la ligne de Tram-Train entre Nantes et Châteaubriant est en service depuis dix années maintenant. Peux-tu nous rappeler les enjeux qui ont vu naître ce projet ?

La réouverture de cette ancienne liaison ferroviaire, qui est restée fermée pendant plus de trente ans, était primordiale afin de reconnecter le nord du département au grand réseau de transport qui couvre le reste de la Loire-Atlantique. Ainsi la ligne de Tram-Train dessert les communes de La Chapelle-sur-Erdre, Sucé-sur-Erdre, Nord-sur-Erdre, Abbaretz, Issé et Châteaubriant, offrant un raccordement rapide à la métropole et toutes les destinations au départ de la ville de Nantes.

NLA : Alors Vice-Président aux Transports de la région Pays de la Loire, tu as été au cœur de ce projet. Sans entrer dans la complexité qu'implique la réouverture et la mise en service d'une ligne ferroviaire, comment pourrais-tu définir ce rôle dans la mise en oeuvre du Tram-Train ?

C'est avant tout un rôle de pilotage du projet, depuis les études jusqu'à la mise en service, et ce avec toutes les parties concernées. D'abord les financeurs du projet parmi lesquels on retrouve Nantes Métropole, le département, la région, l'État et le Fonds européen de développement régional. D'autre part il y a les gestionnaires du réseau ferroviaire, à l'époque SNCF et RFF désormais SNCF Réseau, les opérateurs travaux, les maires des communes et leurs habitants. Avec le

constructeur aussi, Alstom, pour inventer un produit qui peut circuler sur tous les niveaux, autant en ville que sur une ligne ferroviaire bien que les conditions de circulation soient différentes. Tout en correspondant à toutes les normes de sécurité urbaine et ferroviaire. Outre la supervision logistique du déploiement de la ligne, il y eut aussi l'animation de nombreuses réunions publiques sur l'ensemble des communes concernées, avec une forte participation de la population locale et un réel engouement autour du projet, près de 98 % de soutien. Nous avons également mis en place un journal de la ligne distribué à 80 000 exemplaires. C'est un travail qui implique de faire face aux aléas, faire preuve de détermination et être actif auprès des services et de tous les partenaires pour que le projet aille jusqu'au bout.

NLA : Depuis, le Tram-Train s'est complètement intégré à l'offre de mobilités du département, quelles sont les perspectives d'évolution concernant la ligne Nantes-Châteaubriant ?

Aujourd'hui, la ligne de Tram-Train Nantes-Châteaubriant obtient le meilleur taux de régularité du département avec 96 % des circulations à l'heure pour une fréquence de plus de 10 000 voyageurs par jour. Cela traduit la réussite concrète de ce projet, maintenant il s'agit d'optimiser l'utilisation de la ligne pour répondre aux besoins des utilisateurs. En augmentant le nombre de rames en circulation, cela permettrait de densifier le trafic et d'améliorer la carte des horaires.

## Carte scolaire

87 classes menacées de fermeture dans les écoles de Loire-Atlantique

Dans le cadre de la carte scolaire, 87 classes sont menacées de fermeture dans les écoles de Loire-Atlantique, dont de nombreuses en zone rurale. Les syndicats de l'Éducation nationale étaient déjà vent debout avant le Comité social d'administration départemental (CSAD). Ce conseil avait pour ordre du jour la répartition des moyens du premier degré, avec les ouvertures et fermetures de classes. Les syndicats avaient décidé de le boycotter. Pour les comptables du ministère de l'Éducation nationale « À la rentrée 2023, la Loire-Atlantique a perdu 1486 élèves dans les écoles primaires et il est prévu 699 élèves de moins à la rentrée prochaine ». Pour les syndicats, cette lecture « mathématique » n'est pas acceptable, ils s'inquiètent notamment de la fuite des élèves vers les écoles privées.



cette école, les élèves de CE2, CM1 et CM2 se retrouveraient à 28, voire 30 par classe. Dans cette configuration, il faudrait également que le dernier enseignant arrivé il y a onze ans parte.

Année après année, l'accès aux connaissances pour nos enfants ne cesse de se dégrader. Classes surchargées, enseignants non remplacés, matières abandonnées, violence croissante, les inégalités explosent. De plus en plus de familles inscrivent leurs enfants dans le privé. **Pour les communistes, l'École de la République doit permettre l'épanouissement personnel de tous les élèves, sans aucune distinction, c'est-à-dire donner le temps d'apprendre, en tenant compte du niveau de chacun. Nous devons allonger le temps de présence des élèves à l'école en le portant à 32**

**Pour la SNUipp-FSU « Les zones rurales subissent avec une violence rare le désengagement de l'État en connaissant un nombre de fermetures de classe très important ».**

« Quand il y a perte importante d'effectif, comme à Saint-Géréon, les fermetures se comprennent. Mais pour certaines écoles, nous ne comprenons pas, comme à Soudan ou Joué-sur-Erdre ». L'exemple de la Chapelle-Heulin, dans le vignoble nantais, est criant : À l'école élémentaire Les Fritillaires, il y a 158 élèves répartis en sept classes. Actuellement il y a en moyenne 22 élèves par classe. Si la décision de la fermeture d'une classe était effective dans

heures par semaine pour tous et redonner du sens à l'apprentissage, avec de meilleures conditions de travail pour tous les enseignants comme à ceux qui les accompagnent.

**Mobilisons-nous avec les parents d'élèves, les enseignants, les syndicats, nos élu.e.s pour le maintien de nos classes dans l'École de la République.**

## Diversifier et maintenir des productions françaises

Frédéric Jeanneau, syndicaliste CGT LU à La-Haie-Fouassière



**NLA : Les luttes dans l'industrie agroalimentaire se multiplient, c'est aussi le cas dans le groupe Mondelez ? Quelles en sont les causes ?**

À ce jour, un PSE est en cours qui concerne une restructuration de l'organisation France ainsi que la fermeture d'une usine à Château-Thierry dans l'Aisne. Cette usine qui compte 62 salariés devrait fermer progressivement et voir sa production transférée en Tchéquie ainsi que sur le site de La Haie-Fouassière. Très peu de mobilisation sur ce sujet. La CGT n'étant pas présente au sein de cet établissement, il est difficile d'impulser un rapport de force. Seulement une action a été impulsée depuis l'annonce de ce projet, La CGT avait appelé à une journée sans production dans toutes les usines où nous étions présents, alors que le syndicat représentatif dans l'usine n'appelait qu'à une heure en fin de poste.

**NLA : Que revendique la CGT dans le groupe Mondelez et chez LU à La Haie-Fouassière ?**

Les revendications au sein du groupe et à La Haie-Fouassière ne sont pas différentes. À ce jour elles portent, en plus de l'amélioration des conditions de travail et des salaires, sur le développement des productions. Le projet de fermeture d'une usine ne peut que nous inciter à revendiquer sur le rapatriement de productions fabriquées à l'étranger et vendues en France, mais aussi sur le développement de nouveaux produits. Ces deux leviers sont à notre sens le moyen de lutter contre la rationalisation de l'outil de production en France.

**NLA : Les groupes industriels de l'alimentation nient leur responsabilité dans l'inflation actuelle, disent-ils toute la vérité ?**

À ce jour, les salariés du groupe Mondelez sont clairement les victimes des négociations commerciales et des stratégies économiques mises en place par le groupe. En effet, la diminution drastique des productions cumulées à l'arrêt de livraison dans certaines enseignes a clairement fait baisser l'activité. Les salariés précaires ont été les premiers touchés par l'arrêt de nombreux contrats. Certains salariés titulaires se sont vus privés de leur rémunération de nuit et vu leur emploi du temps complètement chamboulé. À ça se rajoute une très grande incertitude sur l'avenir.

## Grève des fonctionnaires

Il y a urgence pour les salaires

Le 19 avril 2024, une grève significative a secoué l'ensemble des corps de la fonction publique, marquant une mobilisation importante des fonctionnaires. Plus de 5 000 agents en Loire-Atlantique ont répondu à l'appel national de plusieurs syndicats pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail et revendiquer une augmentation des salaires.

Les manifestants, composés d'enseignants, d'agents territoriaux, de personnels des impôts et du Trésor, ainsi que de personnels hospitaliers, se sont rassemblés à la préfecture de Nantes et devant la mairie de Saint-Nazaire. Les syndicats de la santé ont mis en avant la nécessité d'intégrer les primes dans les salaires pour défendre le pouvoir d'achat des soignants.

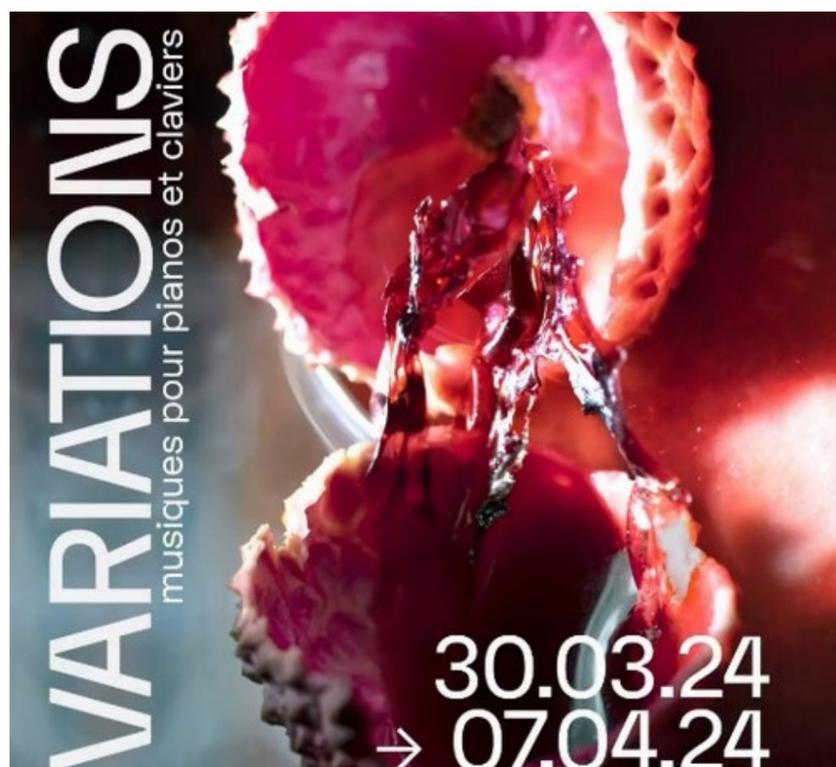
La grève a également été l'occasion de dénoncer la surcharge de travail due aux difficultés de plus en plus prégnantes dans une fonction publique qui n'attire plus. **Payer au ras des pâquerettes un technicien qui aurait le double dans le privé, payer au Smic une aide-soignante dans un Ehpad qui cumule pénibilité, travail de nuit et du week-end, effectivement, ça n'attire pas les foules !**



Le gel prolongé du point d'indice des fonctionnaires a affecté directement leur pouvoir d'achat et le dégel de l'été dernier n'a même pas compensé la hausse des prix qui a atteint 4,9 % sur 2023. La CGT demande pour rattraper la perte de pouvoir d'achat que le point d'indice soit porté à 6 €. Mais les syndicats ont peur qu'après les annonces du ministre des finances, cela soit de nouveau une année blanche.

Des travailleurs sociaux, des parents d'élèves, des élèves de collèges et de lycée ainsi que les intermittents du spectacle sont également venus exprimer leur inquiétude face aux coupes budgétaires et à la réforme des collèges, craignant une dégradation supplémentaire de leurs conditions d'études ou de travail.

**Cette journée de grève s'inscrit dans un contexte plus large de mécontentement au sein de la fonction publique, où les appels à une meilleure reconnaissance et à une revalorisation salariale se font de plus en plus pressants pour un service public à l'abandon.**



## Festival Variations

Musique contemporaine

Organisé par le Lieu Unique dans différents lieux de Nantes – outre le LU : le Musée d'Arts, Stéréolux, le Panonica, les Salons Maudit, la Chapelle de l'immaculée..., le festival Variations donne à entendre jusqu'au 7 avril une trentaine de concerts de musique contemporaine, forts d'une extraordinaire diversité. À l'affiche : des musiques jazz ou électroniques, sonores, instrumentales, électroniques ou vocales, fruit d'inspirations aussi variées qu'issues de traditions ancestrales ou de la vie quotidienne.

À noter :

- Mercredi 3 avril : l'Ensemble Contrechamps & Zwischentöne recrée sur scène une des pièces les plus importantes de Maryanne Amacher, compositrice américaine, figure clef de la musique contemporaine, pionnière de la musique électronique moderne, qui s'est fait connaître pour ses installations sonores et ses recherches acoustiques dès les années 60.

- Samedi 6 avril : Zen My Nguyen développe dans son projet Radio Hito des propositions qui tentent de trouver le lien juste entre démarche personnelle et inspirations a priori contrastées, conjuguant ainsi un univers délicat de nappes électroniques et de mélodies savantes avec les mots de poètes chantés en italien. Avec Arthur Chambry (tuba, xylophone).

- Dimanche 7 avril : les pianistes Denis Chouillet, Melaine Dalibert, Barbara Dang et Célimène Daudet brosent quatre tableaux sonores, évocateurs de vastes espaces sauvages en égrenant les œuvres de Peter Garland, Harold Budd, Morton Feldman et Melaine Dalibert.

## Dockers, une histoire nantaise

Travailler et lutter sur les quais (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)

L'histoire de Nantes ayant été fortement imprégnée par ses activités portuaires, les portefaix devenus dockers au début du XX<sup>e</sup> siècle en ont marqué ses nombreux quais de leur activité, de leurs luttes. Le livre des historiens Samuel Guicheteau, Manuella Noyer et Christophe Patillon, fruit d'un important travail d'archives auxquelles se sont ajoutées de nombreux entretiens menés ces deux dernières décennies, met la lumière sur une communauté de travail qui s'est vite révélée essentielle au bon fonctionnement du port et des activités commerciales qui en dépendaient.

Conscients de leur force et de leur position centrale, jaloux d'une liberté revendiquée, ces professionnels des chargements et déchargements se sont très vite organisés pour négocier des conditions avantageuses, au détriment des « journaliers », embauchés ponctuellement par les négociants. Le premier chapitre ouvre sur un document datant de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle qui atteste d'une organisation locale déjà bien avérée, document qui sera utilisé ultérieurement pour démontrer l'ancienneté – et donc la légitimité – de leur association.

Les siècles qui suivront vont voir s'affronter les portefaix et les négociants, avec les autorités municipales en arbitrage. Manifestant une solidarité indiscutée et un recours averti aux différents modes de grève, le rapport de force se créera souvent en faveur des travailleurs du port. Cependant et parce que ceux-ci n'échappent pas à l'évolution du monde qui les entoure, les lois telles que celle de 1791, dite Le Chapelier, qui interdit tout groupement professionnel ou celles qui visent à supprimer les « privilèges » rebattront les cartes. Mécanisation des tâches et concurrence du chemin de fer leur donneront elles aussi du fil à retordre.

Au XX<sup>e</sup> siècle, les dockers nantais poursuivront leurs combats dans le cadre de la CGT – de la CGTU de 1921 à 1936, cessant leur travail pour conserver leurs conditions de travail, obtenir des primes jugées nécessaires ou encore pour la paix en Algérie. Ils gagneront un statut spécial en 1947, leur garantissant une rémunération pendant les périodes chômées et une carte professionnelle.

Les témoignages cités en fin d'ouvrage viennent illustrer avec quelque amertume la réforme du statut des dockers en 1992 et la disparition d'une certaine idée du travail sur les quais.

Dockers, une histoire nantaise. Travailler et lutter sur les quais (XVI<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle)  
(éd. du Centre d'histoire du travail) 22,00€

## Dockers une histoire nantaise

Travailler et lutter sur les quais (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)



Samuel Guicheteau,  
Manuella Noyer, Christophe Patillon  
Préface: John Barzman



## Puissantes

Jusqu'au 20 avril au Fonds documentaire Tissé Métisse

Dans le cadre de Place auX MondeS, issu de la fusion de Nantes en Francophonie et du temps fort solidarité internationale, la ville de Nantes et Nantes Métropole Événement proposent des spectacles, expositions, rencontres, projections et ateliers pour porter la voix d'un territoire qui valorise les différentes cultures.

L'exposition « Puissantes » y prend pleinement sa place ; elle présente les témoignages de cinq femmes qui arrivent en France avec ou sans leurs enfants, hébergées et accompagnées par le Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) de l'association COALLIA située à Nantes. Elles ont en commun d'avoir fui leur pays pour différentes raisons.

Ces femmes ont accepté de présenter leur histoire et se sont engagées dans le projet « Puissantes » pour faire entendre leur voix. Demander la protection de l'État français n'est pas simple suite aux persécutions majoritairement liées au genre qu'elles ont subies et craignent encore de subir. Si les maux, les douleurs ou les violences se disent, s'expriment, se crient, c'est bien leur force et leur résilience qui transparaissent dans l'exposition. :

Du 15 mars au 20 avril 2024

Parc des Chantiers – Bâtiment « Ateliers et Chantiers de Nantes »  
2 bis boulevard Léon Bureau – Nantes  
Du mardi au samedi de 14h00 à 17h30



## Des situations inhumaines et indignes

*Une situation qui dure depuis trop longtemps !*

Plus de 3000 migrants de l'Est, dont plus de la moitié sont des enfants, vivent sur des sites occupés de façon illicite sur le territoire de la Métropole. **Nous en comptons près de 60 dont la moitié est sur la ville de Nantes.**

Ces familles arrivent sur le territoire français pour fuir des conditions de vie très dégradées dans leur pays d'origine. 80 % des Roms de Roumanie sont à risque de pauvreté. Plus d'un foyer sur trois vit sans eau courante, plus de deux sur trois sans accès à l'eau potable. **Des proportions similaires sont constatées pour l'accès à d'autres services essentiels comme l'électricité et le traitement des eaux usées.**

Ils arrivent sur notre territoire pour améliorer leurs conditions de vie. Malheureusement, l'accueil de ces familles est loin d'être à la hauteur et le maintien de ces familles dans des conditions de vie inhumaines est à combattre.

Depuis près de dix ans, des démarches partenariales – État, Département, Métropole et villes – travaillent à l'insertion

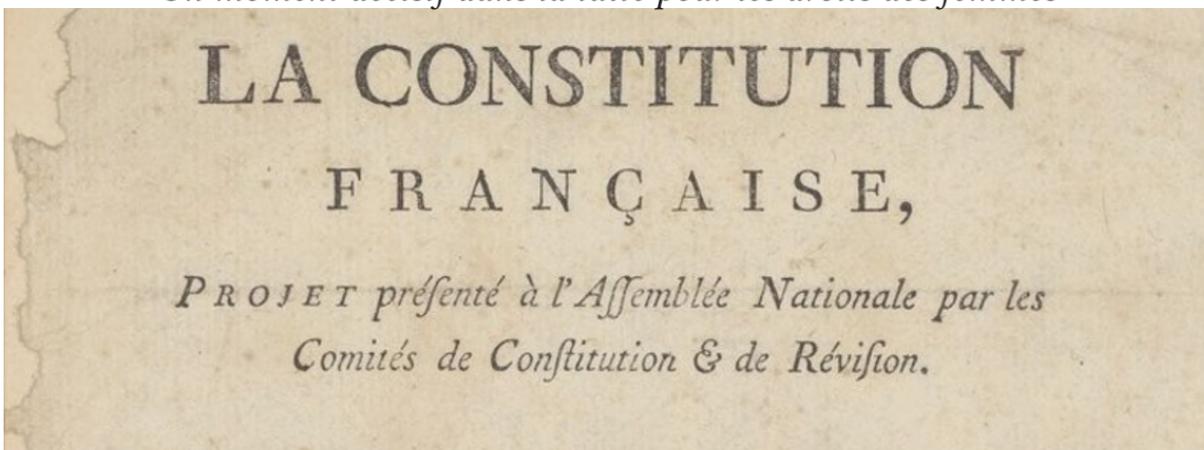
**des familles qui le souhaitent.** Par l'accès à l'eau, la médiation scolaire, la médiation en santé, les actions contre le non-recours de leurs droits... Un certain nombre de familles s'installent dans notre métropole. Aujourd'hui, avec le 1 % métropolitain du budget global, nous voulons aller plus loin pour la mise à l'abri des personnes.

**Pour ces familles, les points de blocage pour les sortir des bidonvilles sont multiples :** la disponibilité de fonciers pour les accueillir avec un accompagnement social soutenu, le manque de solidarité intercommunale, le racisme et l'antitsiganisme, l'engagement partenarial pas à la hauteur des enjeux, les entreprises qui les embauchent pas engagées dans cette démarche...

Or, des lieux de vie sur Nantes rassemblant plus de 1000 personnes sont aujourd'hui impactés par des projets conséquents de la métropole : la ZAC Doulon-Gohards et le pôle d'écologie urbaine de la Prairie de Mauves. Il y a donc urgence à lever les obstacles précités pour trouver les moyens de sortir ces familles des bidonvilles.

## Interruption volontaire de grossesse

*Un moment décisif dans la lutte pour les droits des femmes*



En cette période où la cause féminine est plus que jamais au cœur des préoccupations mondiales, la France vient de franchir un pas historique. **Le 4 mars, le droit à l'interruption volontaire de grossesse a été inscrit dans la Constitution française, marquant ainsi un moment décisif dans la lutte pour les droits des femmes.** Cette décision, obtenue par un vote massif de 780 voix contre 72, consacre la liberté garantie des femmes à recourir à l'IVG.

Ce tournant historique n'est pas seulement un symbole, il est le fruit d'un combat de longue date de femmes politiques et de citoyennes qui ont œuvré ensemble pour la reconnaissance de cette liberté fondamentale. **Cet événement survient dans un contexte mondial tendu, marqué notamment par le recul des droits des femmes aux États-Unis, où l'avortement a été interdit dans plusieurs États,** accentué par la décision de la Cour Suprême des États-Unis d'annuler l'arrêt fédéral *Roe vs Wade* en juin 2022. La France montre ainsi l'exemple, en affirmant haut et fort que les droits des femmes ne sont pas négociables et doivent être protégés contre toute forme de régression.

Cependant, malgré cette victoire éclatante, les obstacles ne manquent pas. **Le texte constitutionnel ne résout pas toutes les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées pour accéder à ce droit.** Les débats autour des délais de recours et de la double clause de conscience des médecins, instaurée par la loi Veil, rappellent que l'accès effectif à l'IVG reste un enjeu majeur.

En outre, la lutte doit aussi porter sur la préservation des structures permettant l'IVG. En France, **la fermeture de 130 centres au cours des quinze dernières années souligne l'importance de continuer à se mobiliser** pour que toutes les femmes, quelle que soit leur situation, puissent exercer leur droit à l'avortement sans entrave.

L'inscription de l'IVG dans la Constitution française est une avancée majeure dans la lutte pour les droits des femmes, un signal fort envoyé au monde entier. Mais ce vote n'est pas une fin en soi ; **il est un appel à ne jamais relâcher l'effort, à se tenir prêtes face aux contre-offensives réactionnaires,** et à continuer le combat pour l'égalité. Comme le disait Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant ».

## Fusion ASN et IRSN

*Un danger pour le nucléaire*



Sur proposition du gouvernement, l'Assemblée nationale a voté le 19 mars dernier un **projet de fusion de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) et de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN).** Ce texte fait suite à la loi du 22 juin 2023 sur l'accélération des procédures liées à la construction des installations nucléaires.

La question qui était sur toutes les lèvres a été posée par Sébastien Jumel, député communiste de Seine-Maritime : « Pourquoi ? **Pourquoi réformer ce qui fonctionne dans un pays où tant de choses vont mal ?** Pourquoi mettre à mal notre sûreté nucléaire en pleine relance de la filière ? Pourquoi revenir sur le modèle dual de sûreté nucléaire, qui a pourtant fait ses preuves et n'est contesté par personne ? (...) Réunir des entités comme l'ASN et l'IRSN n'améliorera pas la fluidité du système. Personne n'appelle de ses vœux cette réforme – aucun organisme compétent en la matière, ni l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ni les anciens présidents de l'Opecst, et encore moins l'Association nationale des comités et commissions locales d'information. »

Et de conclure sous les applaudissements de la gauche par : « Moi, député de Penly, et **soutien du projet de nouvel EPR qui doit s'y implanter, je vous le dis : je ne voterai pas cette mauvaise réforme** – et la totalité des membres du groupe GDR présents aujourd'hui feront de même. »

### « Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET  
 Commission paritaire : N°0325 P 11519  
 Imprimerie : IMPRAM Lannion  
 Composition : Clément CHEBANIER  
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET  
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
 E-mail : redac.nla@orange.fr



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
 Pedro MAIA Mathis VANDAMME Pascal DIVAY  
 Marie-Annick BENATRE Alain BOURDEAU Véronique MAHE  
 Robin SALECROIX Yolande DREANO Benoît LUSSEAU

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel  
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées  
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



### Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM : .....PRENOM : .....  
 ADRESSE : .....  
 TEL : ..... EMAIL : .....

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES  
 Chèque à l'ordre de ADF44  
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)



## La vie étudiante, la dernière roue du carrosse



Le Crous a récemment dévoilé une hausse de 3,5 % des tarifs des logements pour la rentrée 2024. Parallèlement, les coupes budgétaires se multiplient, impactant sévèrement les services destinés à la vie étudiante. Récemment, une annulation de crédit de l'ordre de 125,1 millions d'euros a été décidée pour le programme dédié à la vie étudiante.

Comme toujours, ce sont les plus vulnérables qui vont subir les conséquences de cette situation. D'après les résultats principaux d'une étude sociologique menée en 2023 par l'association Linkee, en collaboration avec des sociologues des universités Lyon II et Paris I Panthéon-Sorbonne, sur un échantillon de 5115 étudiants, **il ressort que 76 % d'entre eux disposent d'un « reste à vivre » inférieur à 100 euros par mois, soit environ 3,33 euros par jour après avoir payé leurs factures.** Cette augmentation des tarifs des logements va donc s'ajouter à cette précarité, aggravée par une offre de logements étudiants insuffisante. Un rapport du Sénat souligne qu'il manque au moins 250 000 logements étudiants pour répondre à la demande, entraînant ainsi près de 12 % des jeunes à renoncer à leurs études faute d'hébergement.

En raison de leur situation précaire et du manque de logement, les étudiants se voient contraints d'accepter des logements et des conditions de vie insalubres voire dangereux. De plus, **l'expulsion de 3000 étudiants parisiens de leurs logements pour accueillir les Jeux Olympiques renforce l'idée que ces derniers sont considérés comme des variables d'ajustement,** tout comme l'ensemble du système éducatif dans les pays capitalistes.



Les problèmes évoqués dans ces lignes, qui se concentrent sur les obstacles d'accès à l'éducation sans aborder directement l'éducation elle-même, ne peuvent être complètement résolus sans un changement fondamental du système économique vers le socialisme. Cependant, il est possible d'apporter des mesures d'urgence à la situation des étudiants. La nationalisation et la socialisation du logement étudiant, accompagnées d'une planification adéquate du secteur du logement, constitueraient une première étape vers une éducation réellement émancipatrice. **Des mesures qui démontreraient la nécessité du communisme pour émanciper les étudiants, au même titre que les travailleurs, des atteintes à la dignité humaine qu'ils subissent chaque année.**

## Archives du Parti Communiste

Réalisation d'un guide des sources locales

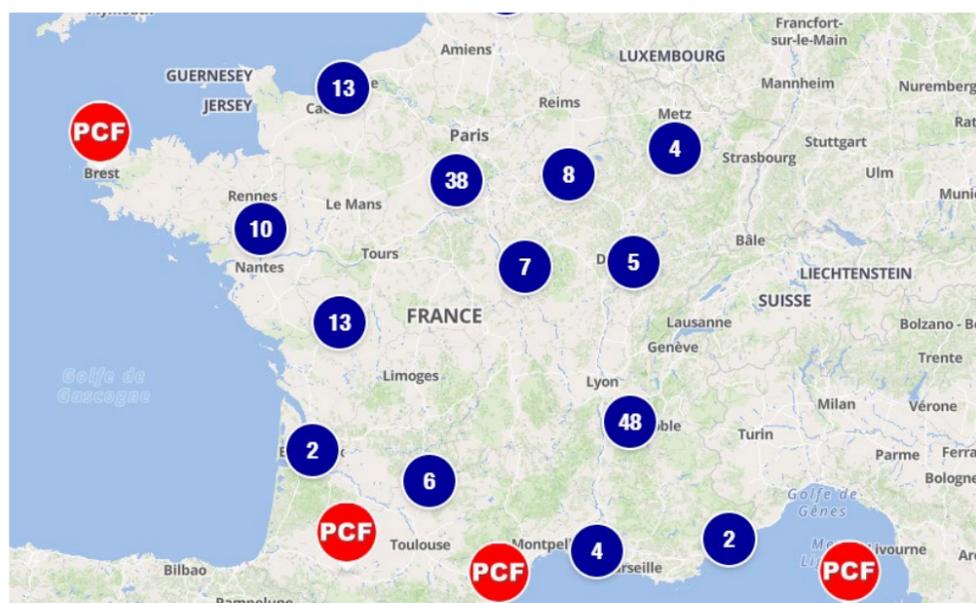


Alors que les fonds d'archives du Parti communiste français tant nationales qu'internationales sont conservés et recensés par les services appropriés, le travail de collecte des archives locales communales, départementales et régionales se poursuit. C'est dans ce cadre que la Fédération de Loire-Atlantique a confié l'an dernier ses propres archives au Centre d'histoire du travail.

**Afin de faciliter le travail des chercheurs, un guide des différentes sources des archives du Parti communiste français est en train de se constituer.**

Ce recensement, dont le contenu évoluera en fonction des travaux de collecte, permettra d'offrir un panorama d'ensemble des fonds de structures ou de militants conservés en indiquant où les trouver, la date du dépôt, la nature des documents concernés, un descriptif sommaire et les conditions d'accès.

D'ores et déjà, une carte interactive donne à voir les dépôts archivés sur l'ensemble du territoire.



Pour y accéder, demandez à votre ordinateur « les sources locales du Parti communiste français » ou directement via <https://francearchives.gouv.fr/fr/article/526498098>

Du côté des *Nouvelles de Loire-Atlantique*, la numérisation et la mise en ligne des journaux se poursuit. Un travail considérable a déjà été fait, vous pouvez accéder à la plupart des numéros de nos jours à 1980 et aux unes du journal depuis 1964.

Pour les consulter : <http://nla44.fr/nla>

**Vous pouvez peut-être nous aider :**

Certain d'entre vous ont peut-être conservé des numéros des NLA qui nous font aujourd'hui défaut, faute de classement ou de conservation correcte, une liste des numéros manquants est maintenant disponible : <http://nla44.fr/aide>

## Initiatives

### Réunion publique du 1er mars à Savenay



Dans le public, des communistes et des sympathisants. Dans la salle, l'exposition « Les Poètes et la Paix » mise à disposition par Jean-Claude Salomon et l'Arac. **Sur scène, des camarades venus parler de leur vie au travail sur fond d'Europe.** Jean-Noël Lebossé a commenté les subventions de la Pac et évoqué les paysans de moins en moins nombreux. **Pour les cheminots Guillaume et Jessica,** c'était le fret ferroviaire et le transport des voyageurs sabotés par les pouvoirs publics. Enfin, **Gwénaél Plagne est revenu sur la facture d'électricité et plus globalement sur l'énergie.**

Puis ce fut le **clip du lancement de campagne de Léon Deffontaines,** notre tête de liste, aux élections européennes. La soirée s'est terminée autour d'une terrine de pâté de Fégréac et de baguettes de Saint-Gildas. C'était du bon ! Le tout préparé par Mireille et les jeunes de la JC.

### Référendum pour la construction de logements étudiants



Nantes Métropole affiche l'une des plus fortes croissances démographiques étudiante au cours de la dernière décennie. Face aux diminutions budgétaires du Crous, les pouvoirs publics ne sont pas à la hauteur de l'enjeu social posé par les études supérieures.

Le jeudi 4 avril, devant le Théâtre Universitaire, le MJCF organisera une consultation afin de réclamer une réelle prise en compte des besoins des étudiants.

L'annonce des résultats se tiendra à 20h, à la fédération au 41 rue des Olivettes à Nantes !

### Assemblée Générale des vétérans du PCF de Loire-Atlantique

Les vétérans sont les camarades qui ont 35 ans ou plus d'adhésion au Parti communiste français sans interruption.

Si c'est votre cas, vous êtes invité(e) **le 10 mai prochain à 10h30, salle du Seil (5, allée de Provence à Rezé)** pour une assemblée générale de l'Amicale des Vétérans du PCF44.